

## Au Journal officiel du 9 au 15 avril 2016

### Au Journal officiel du 9 au 15 avril 2016

18/04/2016

#### Au Journal officiel du 9 au 15 avril 2016

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

##### Au JO du 9 avril 2016 :

- Rectificatif : Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de **modernisation de notre système de santé** ;
- Décret n° 2016-417 du 7 avril 2016 modifiant **diverses dispositions du Code de l'environnement relatives à la pêche en eau douce**. - *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2016-418 du 7 avril 2016 **adaptant le titre VI du livre II de la première partie du Code du travail aux entreprises de transport détachant des salariés roulants ou navigants sur le territoire national et modifiant le Code des transports**. - Modification du Code des transports et du Code de procédure pénale. - Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2016 (cf. art. 3) ;
- Arrêté du 7 avril 2016 relatif au **déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant**. - Abrogation de l'arrêté du 26 mars 2014.

##### Au JO du 10 avril 2016 :

- Décret n° 2016-423 du 8 avril 2016 relatif aux **dotations de l'État, aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales**. - Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et du décret n° 2011-514 du 10 mai 2011 ;
- Arrêté du 8 avril 2016 modifiant l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts . - *Modification de l'arrêté du 12 février 2010*.

##### Au JO du 12 avril 2016 :

- Arrêté du 31 mars 2016 modifiant l'arrêté du 15 septembre 1972 fixant le modèle de l'attestation de caution ou de consignation prévue par le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972. - Modification de l'arrêté du 15 septembre 1972.

##### Au JO du 13 avril 2016 :

- Décret n° 2016-434 du 11 avril 2016 portant **modification de la partie réglementaire du Code de l'énergie relative aux schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables**. - *Modification du Code de l'énergie* ;
- Décret n° 2016-438 du 11 avril 2016 relatif à la **revalorisation du montant majoré du complément familial servi en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à**

---

**Saint-Martin.** - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

•Décret n° 2016-440 du 12 avril 2016 modifiant le décret n° 2003-734 du 1er août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières et modifiant le Code de procédure pénale. - Modification du Code de procédure pénale et du décret n° 2003-734 du 1er août 2003 ;

•Arrêté du 29 mars 2016 fixant la forme de l'attestation permettant de recevoir de l'électricité en exemption, en exonération ou à un taux réduit de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité prévue à l'article 266 quinquies C du Code des douanes . - *Abrogation de deux arrêtés du 3 janvier 2011.*

**Au JO du 14 avril 2016 :**

•Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à **renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées**. - Modification du Code de l'action social et familiale, du Code de procédure pénale, du Code du travail, du Code de la construction et de l'habitation, du Code pénal, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code de la sécurité sociale, du Code de la santé publique, du Code de l'éducation, de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 et la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 ;

•Décret n° 2016-447 du 12 avril 2016 relatif à la **mise à disposition de données de comptage d'énergie aux propriétaires ou gestionnaires d'immeuble par les gestionnaires de réseau d'énergie**. - *Modification du Code de l'énergie. - Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2016 (cf. art. 3) ;*

•Décret n° 2016-448 du 13 avril 2016 **modifiant certaines dispositions du Code de la route relatives aux véhicules**. - *Modification du Code de la route. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er janvier 2017 (cf. art. 46) ;*

•Décret n° 2016-449 du 12 avril 2016 **portant aménagement, à titre transitoire, des règles applicables aux mandats des élus dans les conseils régionaux et au Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables**. - Modification du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 ;

•Décret n° 2016-453 du 12 avril 2016 relatif à **certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel**. - *Modification du Code du travail ;*

•Décret n° 2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 pris en application de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant **l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial**. - Abrogation du décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 ;

•Arrêté du 6 avril 2016 pris en application de l'article D. 441-4 du Code de commerce . - *Modification du Code du travail.*

**Au JO du 15 avril 2016 :**

•Loi n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à **l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs**. - *Modification du Code de procédure pénale, du Code du sport, du Code de l'action sociale et des familles et du Code de l'éducation ;*

•Ordonnance n° 2016-460 du 14 avril 2016 modifiant l'article L. 225-4 du Code de la route pour **habiliter les fonctionnaires et agents de l'Etat chargés du contrôle des transports terrestres placés sous l'autorité du ministre chargé des transports à accéder directement aux informations relatives au permis de conduire**. - *Modification du Code de la route ;*

---

•Ordonnance n° 2016-461 du 14 avril 2016 **précisant les compétences de la Commission de régulation de l'énergie en matière de recueil d'information, de sanction et de coopération.** - *Modification du Code de l'énergie* ;

•Ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 **portant création de l'Agence nationale de santé publique.** - *Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'environnement, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 et de la loi n° 2011-2012 du 29 décembre 2011.* - Ce texte entre en vigueur le 1er mai 2016 à l'exception de dérogations prévues à son article 5 (cf. art. 5) ;

•Décret n° 2016-463 du 14 avril 2016 relatif à **l'application de l'article 61-1 de la Constitution à la Cour nationale du droit d'asile.** - *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et du Code de justice administrative* ;

**À signaler également au titre de ce JO :**

- Conseil d'État, décision n° 382652 du 7 avril 2016 : Annulation de l'arrêté du 30 avril 2014 ;
- Conseil d'État, avis n° 395916 du 6 avril 2016.

**La Rédaction Législation**

© LexisNexis SA